

FIAN EN ACTION

- > Ca bouge chez FIAN
 - FIAN et la COP21 3
 - Du côté d'Eupen et Sankt Vith 4
- > Nieuws van het secretariaat van FIAN Belgium 5
 - En route vers une Déclaration sur les droits des paysans-ne-s5

FIAN ACTU

- > THEMA : «La nutrition des peuples n'est pas un business» 6
 - La mainmise des entreprises sur le système alimentaire mondial 6
 - Libre échange, OMC et TTIP : une même logique destructrice pour les droits humains 9

FIAN PLUS

- > ITV FIAN : Pascoe Sabido 14
- > Agenda 16

- > "This publication has been produced with the assistance of the European Union. The contents of this publication are the sole responsibility of FIAN Belgium and can in no way be taken to reflect the views of the European Union."

Éditeurs responsables :

Philippe Kroff, Johan Verhoeven, Louise Donnet

Ont participé à ce numéro:

GL de Eupen, Sankt Vith, Manuel Eggen, Johan Verhoeven, Florence Kroff, Stephan Backes, Thomas Ferdin

Chères lectrices, chers lecteurs,

Au moment où j'écris ces quelques lignes, les Fianistas aux côtés de milliers de citoyens engagés, forment une chaîne humaine à Bruxelles et à Paris. Ailleurs, ce sont des milliers de marcheurs qui se sont mis en mouvement à Londres, à Sydney au sein de manifestations festives, parfois tristes mais surtout pleines d'espoir.

Cette chaîne humaine pour plus de justice climatique est hautement symbolique. Elle illustre l'union et la détermination de la société civile à montrer aux décideurs politiques du monde que malgré la peur, malgré l'état d'urgence, nous sommes déterminés et ne nous laisserons pas réduire au silence. Je déplore et regrette cette mise entre parenthèse de nos droits démocratiques les plus élémentaires dont celui de manifester et de contester. Avoir peur face à l'horreur est normal, mais cela ne doit pas dicter nos comportements, ni nous faire abandonner nos valeurs, nos principes. Chez FIAN nous croyons au pouvoir de la mobilisation populaire et trouverons toujours des moyens, quel que soit le contexte pour interpeller, mobiliser et lutter pour que le droit à l'alimentation soit une réalité aux quatre coins du globe.

Merci pour votre soutien !

Anaïs Faure, membre du Conseil d'Administration

Beste lezers,

Terwijl ik dit schrijf, vormen de Fianistas samen met duizenden geëngageerde burgers (meer dan 10.000 wilden vanuit België naar Parijs gaan!) een menselijke keten in Brussel en in Parijs. Elders - van Londen tot Sydney - marcheerden duizenden mensen in het kader van feestelijke en soms ook trieste - maar vooral hoopvolle - evenementen.

Deze menselijke keten voor meer klimaatrechtvaardigheid is uiterst symbolisch. De keten toont tegenover de beleidsmakers wereldwijd duidelijk de eendracht en de vastberadenheid van het maatschappelijk middenveld aan, dat wij ondanks de angst en de noodtoestand vastbesloten zijn en dat wij ons niet de mond laten snoeren. Ik betreur dat onze democratische rechten, de meest elementaire rechten, tussen haakjes worden gezet, waaronder het recht op betogen en iets te betwisten. Bang zijn in een context van afschuif, is normaal. Maar dit moet niet ons gedrag dicteren noch onze waarden en beginselen doen opgeven. Bij FIAN geloven wij in de macht van de volksmobilisaties en zullen altijd een weg vinden, ongeacht de context, om te interpellieren, te mobiliseren en te strijden voor het recht op voedsel, over de hele wereld.

Hartelijk dank voor uw steun!

Anaïs Faure, lid van de Raad van Bestuur

Liebe LeserInnen,

Während ich diese Zeilen verfasse, bilden die FIANisten gemeinsam mit Tausenden engagierter Bürgerinnen und Bürger eine Menschenkette in Büssel und Paris. Anderswo gehen Tausende auf die Straßen im Rahmen von bunten, fröhlichen Demos mit ernstem Hintergrund, in London, in Sydney und anderswo.

Diese Menschenkette für Klimagerechtigkeit ist äußerst symbolisch. Sie veranschaulicht die Einheit und Entschlossenheit der Zivilgesellschaft, die den politischen Entscheidungsträgern der Welt zeigen will, dass wir trotz unserer Angst und dem Ausnahmezustand zum Trotz, fest entschlossen sind, uns nicht zum Schweigen bringen zu lassen. Ich bedauere diese Beschneidung unserer elementarsten demokratischen Rechte, zu denen auch das Recht sich aufzulehnen und zu demonstrieren gehört. Angst zu haben vor schrecklichen Ereignissen ist normal, aber das darf unser Handeln nicht bestimmen, nicht dazu führen, dass wir unsere Prinzipien, unsere Werte aufgeben. Bei FIAN glauben wir an die Kraft der Mobilisierung des Volkes und werden immer Wege finden, in gleich welchem Kontext, die Dinge infrage zu stellen, zu mobilisieren und zu kämpfen, damit das Recht auf Nahrung Wirklichkeit werde überall auf der Welt.

Danke für Ihre Unterstützung !

Anaïs Faure, Mitglied des Verwaltungsrates

LA CREA/LA CRITIQUE



> Illustration de Mickomix réalisée en direct pendant le SPAPIII à Liège*.

Vous avez une âme de dessinateur ? De photographe ? De poète ? Vous avez l'art de dénicher de petites merveilles sur internet qui font rire, réfléchir ou s'indigner??

Envoyez vos CREAs à johan@fian.be, nous nous ferons un plaisir de les faire paraître afin de les partager à tous les FIANistes et défenseurs du droit à l'alimentation !

«Tout le jeu consiste à faire passer de vieux engagements déjà entendus pour de nouvelles annonces.»
Naomi Klein à propos de la COP21, le 2 décembre 2015.

FIAN
in
actie

FIAN
en
action

FIAN
in
aktion

FIAN ET LA COP21: POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

La COP 21 – le Sommet international sur le climat – s’est clôturée il y a quelques jours. Comparé à ce qui aurait pu être, l’accord est un pas en avant. Les avancées contenues dans le texte sont néanmoins très largement insuffisantes pour lutter contre l’urgence climatique, c’est le « business as usual » qui a eu le dernier mot. L’accord ne dit ainsi rien sur la manière dont on va atteindre ces objectifs. Il ne contient aucun objectif précis ni chiffré de réduction d’émissions de CO2.1

Mais l’avancée la plus fondamentale s’est sans doute jouée hors de l’enceinte officielle de négociation. La COP a montré la force grandissante du mouvement climatique. Dans ce sens-là, quelque chose est né à Paris qui ne s’arrêtera pas là. La société civile est plus que jamais consciente de faire encore augmenter la pression afin d’obtenir une prise en main ambitieuse et réelle de la question climatique.

Et FIAN dans tout ça ?

FIAN Belgique a été fortement mobilisé avec le reste de la société civile pour faire entendre ses revendications pour une véritable justice climatique, pour la souveraineté alimentaire et contre les fausses solutions.

Nous avons ainsi joué un rôle moteur dans deux mobilisations importantes en Belgique. Alors que les autorités françaises et belges ont interdit toutes les manifestations et rassemblements, nous avons travaillé avec d’autres organisations afin de proposer des alternatives afin de faire entendre la voix des citoyens et de la société civile malgré les interdictions. Nous avons ainsi joué un rôle moteur dans la chaîne humaine pour le climat le 29 novembre à Bruxelles et dans « l’alarme climatique » qui a retenti dans plus de 30 lieux en Belgique.

Plusieurs FIANistes ont également participé à différents événements et mobilisations à Paris au côté des mouvements paysans et de leurs alliés rassemblés au sein de l’Alliance européenne « Hands On the Land for Food Sovereignty » (HOTL4FS).



Envie d’en savoir plus et de mieux comprendre les enjeux?

Pour mieux comprendre le contenu de l’accord et les enjeux, nous vous proposons en p. 11 une interview de Pasco Sabido de CEO -L’observatoire européen des multinationales- qui a suivi l’ensemble des négociations.

Un dossier thématique spécial renvoyant vers différents articles et vidéos d’analyse pour mieux comprendre les enjeux, l’accord et les perspectives est également disponible sur le site de FIAN Belgique à l’adresse : <http://www.fian.be/Accord-sur-le-climat-un-manque-d-ambition-historique?lang=fr>

NEUES AUS DEN LOKALGRUPPEN EUPEN UND SANKT VITH

THEMA LANDRAUB

Filmvorführung: „Landraub“ von Kurt Langbein

Am Freitag, 15. April, 20 Uhr im Cinema, Neustraße 86 in Eupen.

Am Freitag, 22. April, 20 Uhr im Kino Corso, Bahnhofstraße 14 in Sankt Vith.

Herzliche Einladung!

Landraub ist eine neue Form des Kolonialismus und ein Dauerbrenner bei FIAN. Gewinner sind die großen Konzerne, Verlierer Zehntausende von Kleinbauern und Ureinwohnern, die Jahr für Jahr von ihrem Land vertrieben werden.

Staaten wie China, Saudi-Arabien oder Indien, multinationale Konzerne, Banken, Fonds und reiche Privatanleger investieren in Grund und Boden, nicht um Nahrung für die

Menschen vor Ort zu produzieren, sondern für den Bedarf der reichen Länder u.a. für Agrartreibstoff.

Etwa 40 Prozent der weltweiten Ackerfläche stehen nach Schätzungen derzeit zur langfristigen Pacht oder zum Verkauf. Land gilt als krisensichere Investition; es wirft gigantischen Profit ab. Bevorzugt wird sich Land dort angeeignet, wo die Eigentumsverhältnisse unübersichtlich sind, d.h. Menschen keine offiziellen Besitzurkunden vorweisen können.



Bauernfamilien werden gewaltsam vertrieben, ihre Lebensgrundlage wird ihnen genommen Häuser, Felder und Wälder zerstört. Den Menschen wird regelrecht der Boden unter den Füßen weggezogen. Die Möglichkeit, Nahrung für sich selbst und den Verkauf anzubauen wird ihnen genommen und damit ihr Menschenrecht auf Nahrung verletzt.

Europäische Handelspolitik – Die „Alles außer Waffen“-Initiative

Die „Alles außer Waffen“-Initiative der EU, gewährt seit 2009 den am wenigsten entwickelten Länder der Welt wie Kambodscha zollfreie Importe in die EU. Dadurch soll die Wirtschaft dieser Länder gefördert und Armut und Hunger bekämpft werden. Diese Initiative hört sich positiv an, trägt aber zum weltweiten Landraub bei. In Kambodscha etwa stimulierte sie den massiven Zuckeranbau. Ohne die Zollfreiheit wäre die Zuckerrohrproduktion keine attraktive Investition. Kambodscha exportiert 65 000 Tonnen Zucker. 16 Millionen Euro Extraverdienst bringt der zollfreie Verkauf ein im Vergleich zum Weltmarktpreis.

Die Erneuerbare-Energien-Richtlinie

Ebenfalls im Jahr 2009 verabschiedete das Europäische Parlament die Richtlinie für erneuerbare Energien. Diese schreibt vor, dass bis 2020 in allen EU-Mitgliedstaaten 10 Prozent der Kraftstoffe im Transportsektor aus erneuerbaren Energiequellen stammen müssen. Auch diese Politikvorgabe trägt entscheidend zum aktuellen Landraub bei. In

Ländern des Südens werden seitdem in großem Maßstab Pflanzen wie Palmöl, Zuckerrohr, Mais und Jatropha angebaut, um Agrartreibstoffe für den europäischen Verkehrssektor herzustellen.

Dokumentarfilm LANDRAUB des österreichischen Regisseurs Kurt Langbein

Die Lokalgruppen Eupen und Sankt Vith möchten sensibilisieren für diese Form der Menschenrechtsverletzung und zwar rund um den 17. April 2016, den Internationalen Tag der Bauernkämpfe. Sie laden dann ein zur Vorführung des Films „Landraub“ von Kurt Langbein.

Der Film erzählt fünf Geschichten von Landraub. Außer in Kambodscha spielen sie in Sierra Leone, Äthiopien,

in Malaysia und Rumänien. Es geht um Zucker, Palmöl, Tomaten und Getreide. Und um Unternehmer, die ihre Investitionen als Beitrag zur Entwicklung ärmster Länder verstehen. Sie sprechen von gesundem Wirtschaften, Sicherung der Nahrungsversorgung. Von Wohlstand für alle. Ihre Ländereien sind phantastisch geordnet, riesengroß und perfekt organisiert.

Die Gegenseite - Kleinbauern und Landarbeiter - beklagen Vertreibung und Versklavung, Verlust der Lebensgrundlage, Hunger und Zerstörung der Heimat.

LANDRAUB erzählt auch, was das mit uns zu tun hat. Es sind die Rahmenbedingungen aus unseren Ländern, die das große Geld auf die Äcker lockt – und diese Rahmen können wir mitgestalten.

NIEWS VAN HET SECRETARIAAT VAN FIAN BELGIUM

EN ROUTE VERS UNE DÉCLARATION POUR LES DROITS DES PAYSAN-NE-S!

Depuis début 2015, FIAN Belgium a pu appuyer concrètement les organisations paysannes et de la société civile impliquées dans le processus actuel de négociation d'une future Déclaration sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales.

Suite à notre participation à la session de négociation au Conseil des droits de l'homme en février 2015, nous avons commencé par produire une note d'analyse synthétique sur le sujet. Au vu de l'attitude négative de l'Union européenne, nous avons décidé avec La Via Campesina d'organiser une action spécifique pour conscientiser les représentants européens à Genève en juin 2015. Grâce à cette action et aux campagnes de lettres menées dans les pays européens par la suite, l'Europe n'a pas voté contre le renouvellement du mandat de négociation en septembre !

Mais, on veut plus ! Il nous paraît indispensable que l'Europe, dont la Belgique, prenne cette question au sérieux, se rende compte que les droits des paysan-ne-s sont tout aussi menacés au Sud que chez nous et participe

réellement aux négociations. Raison pour laquelle nous avons publié avec FIAN International des notes d'analyse spécifiques sur certains des droits controversés de la Déclaration et que nous avons réalisé une capsule vidéo inédite sur la question. On espère que celle-ci contribuera

à faire connaître le processus et que d'autres mouvements sociaux et organisations de la société civile se rallient à la cause pour exiger ensemble plus de protection des droits de ceux qui nous nourrissent au quotidien.

Une campagne spécifique pour influencer la position de la Belgique lors de la prochaine session de négociation est prévue pour 2016 !

On compte sur vous pour faire du bruit avec nous !

Sans paysans, on ne mange pas.

Cultivons leurs droits.



FIAN
actu

FIAN
aktuell

THEMA : LA NUTRITION DES PEUPLES N'EST PAS UN BUSINESS !

LA NUTRITION DES PEUPLES N'EST PAS UN BUSINESS. C'EST LE TITRE ASSERTIF DE L'ÉDITION 2015 DE L'OBSERVATOIRE DU DROIT À L'ALIMENTATION ET À LA NUTRITION. CETTE ÉDITION NOUS MET EN GARDE CONTRE LA MONTÉE D'INFLUENCE DES INTÉRÊTS DE L'AGROBUSINESS SUR LE SYSTÈME ALIMENTAIRE MONDIAL ET RÉCLAME UNE GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE DU SYSTÈME ALIMENTAIRE BASÉ SUR LES DROITS HUMAINS ET NON SUR LE PROFIT. CE FIAN ECHO PROPOSE D'EXPLORER QUELQUES ASPECTS DE CETTE EMPRISE DES ENTREPRISES SUR NOTRE ALIMENTATION.

LA MAINMISE DES ENTREPRISES SUR LE SYSTÈME ALIMENTAIRE MONDIAL

Libéralisation du commerce agricole : la consécration des géants de l'agrobusiness

Depuis plusieurs décennies et particulièrement depuis la vague néolibérale des années 80-90' le commerce agricole a été profondément libéralisé. Cette libéralisation a été entérinée en 1994 dans l'Accord sur l'Agriculture de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)¹. Ce cadre global

Principal résultat : une concentration extrême des plus-values du système alimentaire dans les mains de quelques géants de l'agrobusiness. À l'heure actuelle, trois multinationales contrôlent plus de 50 % du marché des semences commercialisées² ; 10 entreprises produisent 89 % des pesticides vendus au monde ; 85 % du marché du blé, du soja et du maïs est contrôlé par six opérateurs et 80 % de celui du cacao par trois grandes compagnies³. Au bout de la chaîne les entreprises de la grande distribution récoltent le pactole : le géant américain Wall-Mart se permettant le luxe de devenir l'entreprise la plus riche du monde surplom-

CC BY-NC 2.0 Dennis Hlynsky



^ a permis de sécuriser le développement des activités des entreprises de l'agrobusiness à travers des chaînes de production, de transformation et de distribution mondialisées.

1 L'Accord sur l'Agriculture a été négocié par les Etats dans le cadre du cycle de l'Uruguay (Uruguay round) du GATT, qui s'est déroulé de 1986 à 1994 et qui aboutira en 1995 à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

bant les vieux dinosaures pétroliers et de l'automobile et les

2 G. Kastler (2015), « La réglementation européenne sur les semences : D'où vient-elle ? Où va-t-elle ? », FIAN Belgium, Bruxelles, <http://www.fian.be/IMG/pdf/note-semences-septembre-2015-web.pdf>

3 L. Delcourt (2012), « Les dynamiques d'expansion de l'agro-business au Sud », CETRI, Louvain-la-Neuve. <http://www.cetri.be/Les-dynamiques-d-expansion-de-l>

L'Observatoire est une publication annuelle qui est le résultat d'un effort collaboratif du Consortium de l'Observatoire et du Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition qui comprennent, chacun d'entre eux, plus de 20 organisations de la société civile et mouvements sociaux du monde entier. FIAN International assure le secrétariat de l'Observatoire.

jeunes entreprises des technologies de l'information et de la communication.

Crises alimentaires : réveil de la Communauté internationale et nouveaux mécanismes de gouvernance

Cette libéralisation du commerce agricole et la spéculation qui l'a accompagnée sur les marchés financiers est l'une des principales causes qui a conduit aux crises alimentaires de 2007/2008. De nombreux pays pauvres étaient devenus

CC BY-NC-SA 2.0 World Economic Forum. Benedikt von Loebell



extrêmement dépendants des marchés internationaux pour leur approvisionnement et n'ont pas pu faire face à l'envolée soudaine des prix des denrées de base. Ces crises alimentaires ont eu le mérite de provoquer un électrochoc au sein de la Communauté internationale qui a pris conscience de l'importance de redonner une réelle priorité au développement du secteur agricole dans les pays pauvres et de revoir les mécanismes du commerce agricole international. Des réformes positives ont été entreprises dans ce sens, notamment avec la réforme du Comité pour la sécurité alimentaire mondiale (CSA) en 2009. Le CSA réformé visait à devenir la principale plate-forme internationale et intergouvernementale pour coordonner les politiques de sécurité alimentaire mondiale et assurer le droit à l'alimentation et à la nutrition pour tous. Pour la première fois, la société civile et les représentants des populations directement affectées par la faim et la malnutrition pouvaient prendre directement part aux négociations sur les politiques de sécurité alimentaire et de nutrition. Dans le cadre du CSA de nouvelles directives innovantes ont été adoptées pour renforcer la gouvernance mondiale du système alimentaire⁴. Ces directives peinent toutefois à être correctement implémentées par les Etats et sont largement ignorées par les entreprises⁵.

4 Parmi les principales directives adoptées à ce jour on retrouve : le cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition ; les directives pour une gouvernance foncière ; et les principes pour des investissements agricoles responsables.

5 GRAIN (2015), « Le piège de l'investissement agricole socialement responsable », Barcelone, <https://www.grain.org/fr/article/entries/5309-le-piege-de-l-investissement-agricole-socialement-responsable>

Contre-attaque n°1 : Contourner les nouveaux mécanismes de gouvernance

De leur côté, les entreprises de l'agrobusiness ont lancé une nouvelle offensive pour réaffirmer et étendre leur emprise sur le système alimentaire mondial. Un premier objectif de cette offensive vise à contourner et déformer les nouveaux mécanismes de gouvernance mondiale (comme le CSA). Dans ce sens, les entreprises vont favoriser et soutenir des initiatives parallèles, généralement portées par les Etats du G7, où siège la grande majorité des entreprises de l'agrobusiness. Dès 2008, au réveil des crises alimentaires, le G7 (G8 à l'époque) initiait un Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire⁶, comptant avec une forte représentation des entreprises commerciales. Cette tendance fut renforcée à l'issue du Forum économique mondial de 2009 ou fut lancée « l'Initiative visant à redéfinir le système international » (Global Redesign Initiative ou GRI en anglais) présentée comme « un plan visionnaire pour rencontrer les défis du 21ème siècle par un effort collaboratif de toutes les parties prenantes de la société globalisée »⁷. Dans le secteur de l'agriculture et de la nutrition, il en résultera une série d'initiatives et de programmes tels que : l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN, en anglais) ; l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) ; la Nouvelle alliance du G7 pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique ; ou encore l'Initiative pour le renforcement de la nutrition (Scaling-up nutrition ou SUN en anglais). Toutes ces initiatives ont en commun leur système de gouvernance multi-partites et la promotion des partenariats public-privé. Elles ont suscité de vives oppositions de la société civile⁸ qui dénonce une dérive pro-business et réclame au contraire un meilleur encadrement des activités des entreprises, la mise en place de politiques de développement agricole basées



6 « G8 Efforts towards Global Food Security », http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/G8_Report_Global_Food_Security2.pdf

7 Global Redesign Initiative, « A visionary blueprint for meeting the challenges of the 21st century », 2010, http://qatarconferences.org/economic/world/GRI_Executive_Summary.pdf

8 Voir par exemple : https://www.grain.org/fr/bulletin_board/entries/5044-progress-in-the-new-alliance-not-in-support-of-small-scale-food-producers

CC BY-NC-SA 2.0 World Economic Forum. Benedikt von Loebell

sur le soutien à l'agriculture paysanne et la relocalisation des systèmes alimentaires. Malgré cette opposition, les Etats riches font le forcing pour imposer leur modèle de développement et renforcent la pression sur les Etats pauvres pour mettre en place des politiques favorables aux investissements de l'agro-business. Par exemple, dans le cadre de son engagement dans la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique, le Malawi a dû s'engager à : éliminer ses barrières douanières sur les exportations de produits agricoles ; revoir sa législation sur les semences ; et prendre des mesures pour libérer 200.000 hectares de terres pour des investissements agricoles à large échelle⁹.

Contre-attaque n°2 : accords de libre-échange et accords d'investissement

Depuis les manifestations altermondialistes lors du Sommet de l'OMC à Seattle en 1999 et suite aux revendications des

pays en développement pour un commerce plus équitable, les négociations au sein de l'OMC ont connu un sérieux coup d'arrêt. Le cycle de Doha lancé en 2001 (baptisé cycle pour le développement) n'a abouti sur aucun accord ambitieux et va probablement une nouvelle fois échouer lors du Sommet de Nairobi en décembre 2015, étant donné les intérêts irréconciliables entre les PED et les pays riches. Dans ce contexte, une seconde offensive des intérêts corporatistes, portés par les pays riches, va alors viser à multiplier les Accords de libre échange (ALE). Contrairement aux accords commerciaux de l'OMC négociés dans un cadre multilatéral, les ALE sont négociés directement entre deux ou plusieurs Etats et permettent au final d'aboutir à une libéralisation encore plus poussée des échanges commerciaux.

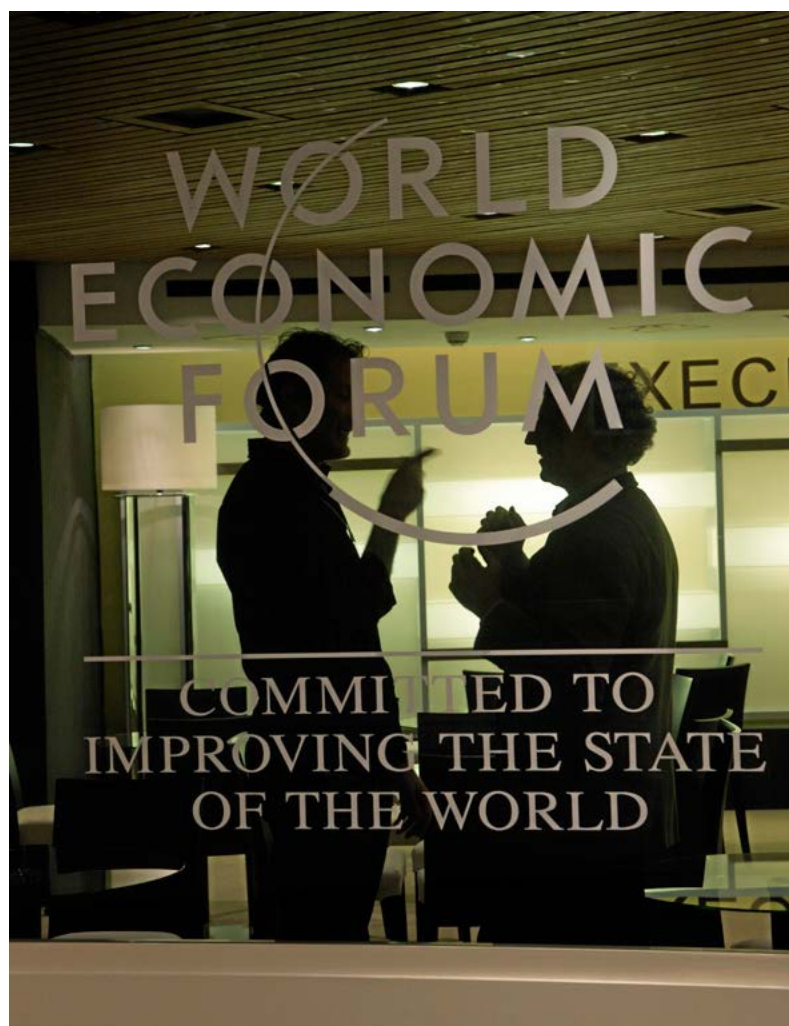
De plus en plus souvent, les accords commerciaux sont également accompagnés par des accords d'investissement qui viennent compléter les accords commerciaux en offrant une protection aux entreprises lorsqu'elles réalisent des investissements en dehors de leur pays d'origine (on

parle généralement « d'investissement direct étranger »). La protection des investisseurs est garantie par les fameux mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et Etats (Investor-State Dispute Settlement – ISDS en anglais), qui permettent aux entreprises d'attaquer directement les Etats devant une instance arbitrale commerciale lorsque ceux-ci portent « injustement atteinte » à leurs intérêts commerciaux.

Cette fuite en avant dans la libéralisation des échanges et la sur-protection accordées aux investisseurs contrastent avec la faible protection accordée aux droits économiques et sociaux des citoyens. Et cela ne concerne pas uniquement les populations des pays pauvres ! Les citoyens européens semblent enfin avoir pris conscience des dangers de ces accords commerciaux et d'investissement face aux risques mis à jour dans le cadre des négociations de l'accord de partenariat économique et d'investissement avec les Etats-Unis (Transatlantic Trade and Investment Partnership – TTIP en anglais). Mais malgré une opposition citoyenne d'une rare ampleur en Europe, les négociations pour le TTIP poursuivent inexorablement leur cours.

Pas de panique : nous sommes responsables... lol

Face à la puissance de ces géants de la mondialisation et à l'ampleur de leurs impacts sur les droits fondamentaux et sur l'environnement (accaparement des terres et des ressources, déforestation, intimidation et criminalisation des défenseurs des droits humains, scandales alimentaires,...),



CC BY-NC-SA 2.0 World Economic Forum swissimagechPhoto by Monika Flueckiger

⁹ Country Cooperation Framework to support the New Alliance for Food Security & Nutrition in Malawi <http://www.new-alliance.org/sites/default/files/resources/new-alliance-progress-report-coop-framework-malawi-1.pdf>

de plus en plus de voix s'élèvent pour exiger une réglementation contraignante des activités de l'agro-business et pour mettre en place des mécanismes de responsabilisation et des voies de recours pour les victimes. Une Alliance de plus de 700 organisations de la société civile soutient ainsi un processus visant à élaborer un traité contraignant sur les entreprises et les droits de l'Homme¹⁰. Mais ce processus est une nouvelle fois entravé par les Etats riches, sous la pression des lobbies des entreprises. Celles-ci mettent en garde contre les risques de ces mécanismes pour la croissance économique. Elles proposent plutôt de se baser sur des mécanismes volontaires et des initiatives de responsabilité sociale directement issues du milieu des entreprises. Dans le secteur de l'agroalimentaire on a ainsi vu fleurir toute une série de table-rondes « durables » (sur l'huile de palme, sur le soja, l'alimentation des animaux, les agrocarburants, etc.) et une multiplication des codes de bonne conduite des entreprises. Ces vieilles recettes volontaires ont déjà largement prouvé leur inefficacité et ne dupent plus personnes. C'est pourtant encore l'approche qui reste largement promue dans les derniers Principes directeurs des Nations-Unies sur les entreprises et les droits de l'Homme.

Des géants aux pieds d'argile

Malgré les offensives toujours plus virulentes des entreprises de l'agro-business, de plus en plus d'alternatives citoyennes se mettent en place pour reprendre le contrôle de notre alimentation : développement des modes de production agroécologique ; multiplication des circuits-courts entre producteurs et consommateurs ; émergence de nouveaux systèmes alimentaires solidaires (épiceries sociales, coopératives de consommateurs). Les alternatives au système agroindustriel existent et se multiplient. Qu'attend le politique pour stopper les abus des entreprises et promouvoir le système alimentaire de demain ?

Manuel Eggen

FIAN Belgium

¹⁰ <http://www.treatymovement.com/>

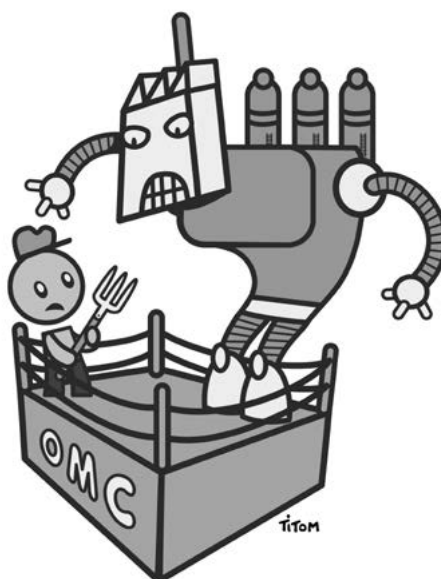
LIBRE ECHANGE, OMC ET TTIP : UNE MÊME LOGIQUE DÉSTRUCTRICE POUR LES DROITS HUMAINS

Après la seconde guerre mondiale, la communauté internationale jura que les atrocités qu'elle venait de vivre ne devaient plus jamais se produire. Les Etats affirmèrent leurs responsabilités, avec une force sans précédent, envers la protection de droits universels et fondamentaux pour les Hommes : En 1948, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme fut adoptée, inspirant par la suite diverses conventions internationales, juridiquement contraignantes.

En 1948 également, est créé le GATT (l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), qui en 1995, deviendra l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce). Cette institution internationale, qui a pour but de promouvoir le libre-échange et la mondialisation de l'économie, est selon R.M. Jennar, la plus puissante au monde, parce « qu'elle seule concentre des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires ». L'OMC est une enceinte de négociations, dans lesquelles ses Etats Membres (162 au total) régulent leurs accords commerciaux. L'ensemble des règles et engagements issus de ces négociations forment le système législatif de l'OMC. Or n'y sont inclus que

très rarement, dans les textes, des références aux Droits de l'Homme ; et lorsque c'est le cas, ceux-ci doivent être interprétés de manière restrictive, car dérogeant au principe plus fondamental du droit au commerce. En somme, « les Droits de l'Homme sont perçus [par le droit OMC] comme autant d'entraves à la libéralisation des échanges »¹

Les négociations commerciales au sein de l'OMC bloquent depuis une dizaine d'années. Une des raisons à cela est que le rapport de force est en train de se modifier. Le poids économique des pays en développement se fait de plus en plus sentir. Ils se sont regroupés en un front commun au sein des négociations, autour d'une conception du développement relativisant l'importance du libre-échange, influencée de plus en plus par des Organisations Non Gouvernementales (entre autre Oxfam International, ou Attac)². La



L'OMC ORGANISE LA CONCURRENCE...

¹ LE DES LIGUES DES DROITS DE L'HOMME l'Homme « une équation à résoudre » – de la Lettre bimensuelle de la FIDH, n° 285, //www.fidh.org/ecosoc/rapport/1999pdf/fr/

² //www.cairn.info/revue-politique-etrangere-

> Ouverture du Sommet de l'OMC 2015 (c) CC BY-SA 2.0 World Trade Forum



Tous deux disposent de tribunaux à même d'intenter des procès à des Etats, dans les cas où leurs mesures politiques protectrices, seraient considérées comme des entraves au libre-échange. L'OMC a par le passé condamné l'Union Européenne à payer plusieurs centaines de millions d'euros, à la suite de son refus d'importer des organismes génétiquement modifiés. Le TTIP inclurait dans son fonctionnement des tribunaux d'arbitrage privés. L'un d'eux, créé par la Banque Mondiale, avait porté plainte, au nom de la société Veolia, contre l'Egypte qui avait augmenté le salaire minimum des employés..

Thomas Ferdin

Comité de rédaction FIAN Echo

société civile a également joué un rôle important avec des mobilisations massives sur le sujet.

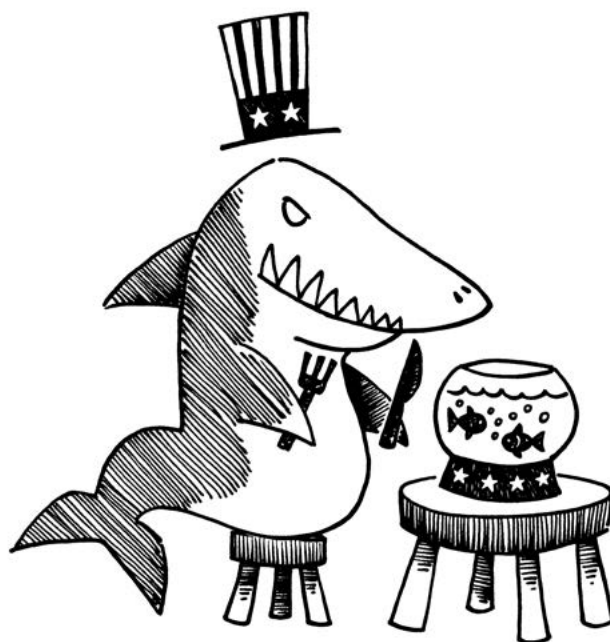
Pour contourner ce blocage, de plus en plus d'accords bilatéraux apparaissent. Leur principe, faciliter le commerce entre deux états, empêche les pays en développement de s'allier et donc d'avoir plus de poids dans les négociations.

Gardant le cap d'une libéralisation toujours plus poussée des échanges, les Etats Unis et l'Europe négocient, depuis 2013, en vue d'un accord économique bilatéral, qui faciliterait leurs échanges commerciaux : le fameux TTIP (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement). S'il est conclu, il couvrirait la zone de libre-échange commerciale la plus importante jamais établie (45% du PIB mondial).

Les modes de fonctionnement et les logiques du TTIP et de l'OMC révèlent plus d'une similitude, préoccupantes au regard des Droits de l'Homme et de la démocratie. En voici quelques exemples :

L'influence déterminante du lobbying des multinationales. Au sein de l'OMC, « [d]es représentants des grandes firmes multinationales sont présents (parfois majoritairement) au sein même de délégations officielles et « groupes d'experts » particuliers appelés à négocier ces Accords »³. Quant au TTIP, depuis le début des négociations, 119 réunions ont été organisées avec le secteur industriel, contre une quinzaine seulement avec les syndicats et ONG.

L'OMC et le TTIP recherchent tous deux, dans leurs négociations, à éliminer des types bien particulier d'obstacles au commerce. Les législations et réglementations des états en matière d'emploi, de protection sociale, d'environnement, de services publics, de sécurité alimentaire, de santé publique, de nutrition sont autant de ces « obstacles ».



**LE GRAND MARCHÉ
TRANSATLANTIQUE**

³ http://www.gresea.be/IMG/pdf/OMC_radiographie.pdf , p.47

FIAN
plus

INTW : Pascoe Sabido

Chargé de recherche et de mobilisation pour
Corporate Europe Observatory

La COP21 -que tu as suivi de très près -vient de se conclure sur un accord que certains qualifient d'historique alors que d'autres le décrivent comme un échec ou une mascarade (c'est notamment le cas de la via campesina). Peux-tu nous donner quelques éléments d'analyses sur le contenu du texte ?

De mon point de vue, il ne fallait rien en espérer. C'est un processus qui dure depuis 95 et qui n'a à peu près rien donné d'ambitieux. Le résultat de Paris est ce qu'on pouvait en attendre : une large place laissée aux multinationales – qui ont réellement laissé leur empreinte dans l'accord-, on parle toujours de marché du carbone, on ne parle pas de la fin des énergies fossiles, on parle juste d'équilibre émission-absorption (en gros, compenser les émissions en plantant des arbres et stockages du carbone). L'accord parle juste de réduire au maximum les émissions de CO2, mais il n'y a aucune date qui est donnée. On ne parle pas non plus du renouvelable. Le texte acte bien l'objectif des 2°.

et parle même de 1,5°, mais il n'y a aucun moyen pour y parvenir. Au niveau du financement, il n'y a aucun chiffre, c'est des promesses floues.

En gros, on peut dire que l'accord parle de grands mots, de grands objectifs, mais qu'il n'y a aucun moyen pour y parvenir. Il est question de revoir les engagements de chaque état tous les 5 ans, sur base volontaire. Mais quand on regarde ce qui arrive avec ce type de mécanisme dans les accords internationaux, ça ne donne jamais quelque chose de plus ambitieux... alors même qu'aujourd'hui les engagements vont vers un réchauffement à 3° et qu'ils ne seront peut-être pas révisés avant 2025, c'est à dire beaucoup trop tard.

On ne fait que reporter le problème, sans vision d'avenir. Depuis 97 et l'accord de Kyoto c'est ce qu'on a constamment fait et c'est encore une fois le cas. Le texte ne nous promet pas un avenir safe, c'est un texte de la mort, surtout pour l'Afrique.

Tu en as parlé, mais quelle est de ton point de vue l'influence des lobbys et de multinationales pendant la COP21 ?

L'influence qu'ils ont sur le texte, c'est surtout le résultat d'un travail en amont. Au USA, en Europe. Les pays arrivent avec leurs positions déjà faites. Les USA par exemple ont refusé dès le début tout accord contraignant –et ce n'est pas surprenant quand on sait les financements importants des partis politiques par les entreprises fossiles-, l'UE ne souhaitait aucune discussion sur le commerce, etc. Donc, beaucoup est déjà joué avant la COP.

Mais c'est clair qu'en terme d'ambiance de travail pendant la COP, il y a un co-travail, une collaboration et des rapports proches entre les grandes corporations et les gouvernements. Nombreux sont les dirigeants qui pensent que les intérêts des états, des peuples et des multinationales sont les mêmes.

Dans ce contexte, quelles sont les perspectives pour la suite?

Ça peut paraître paradoxal, mais je reviens de la COP avec beaucoup d'énergie. Il y a eu pendant toute la conférence, un réel engagement des mouvements sociaux dans la rue. Contrairement à Copenhague où il y avait une réelle démobilitation-presque une dépression-, la société civile repart avec beaucoup d'énergie. On savait à la base qu'il n'y avait pas grand-chose à espérer, ce fut surtout l'occasion de nouer des liens entre mouvements, de converger et de se retrouver intensément dans la rue, de monter la force du mouvement climatique.

L'année 2016 va être intense en terme de mobilisation. On va continuer à construire tant au niveau local que global afin de pouvoir changer le rapport de force. Il n'y a rien à espérer des gouvernements en terme de respect des 2°, mais par contre nous serons là pour les obliger à le faire.

La logique qui a guidé l'accord c'est la même qui guide le TTIP ou les plans d'austérité, et notre lutte est contre cette logique-là. On ne se bat pas juste pour le climat, mais aussi pour la démocratie, pour le droit au travail, pour la souveraineté alimentaire. C'est cette grande convergence-là que l'on doit construire pour changer le rapport de force.

Envie d'aller plus loin ? Un article thématique spécial COP21 est disponible sur le site de FIAN Belgique

AGENDA 2016

17/4/2016

- > **JOURNÉE INTERNATIONALE DES LUTTES PAYSANNES**
- > **INTERNATIONALER TAG DER BÄUERLICHEN KÄMPFE**
- > **INTERNATIONALE DAG VAN DE BOERENSTRIJD**

Des actions et mobilisations sont prévues partout en Belgique à l'occasion de la Journée internationale des luttes paysannes.

Im Rahmen des Internationalen Tages der Landlosen (17. April) werden in ganz Belgien verschiedene Aktionen und Demonstrationen stattfinden

Acties en mobilisaties zullen overal in België plaatsvinden, ter gelegenheid van de internationale dag van de boerenstrijd. .

17-20/5/2016

- > **DÉCLARATION SUR LES DROITS DES PAYSANS ET PAYSANNES**
- > **MENSCHENRECHTSRAT DER UNO ZU DEN RECHTEN DER BÄUERINNEN UND BAUERN**
- > **DECLARATION ON THE RIGHTS OF PEASANTS**

Be session de négociations au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies sur la Déclaration sur les droits des paysan-ne-s et autres personnes travaillant en milieu rural. FIAN Belgium prévoit une campagne spécifique courant 2016.

3. Verhandlungssitzung im Menschenrechtsrat der UNO zu den Rechten der Bäuerinnen und Bauern. FIAN Belgien plant hierzu im Laufe von 2016 eine Kampagne.

Derde sessie van onderhandelingen van de Human Rights Council over de Declaration on the rights of peasants and other persons working in rural areas.

26-30/10/2016

- > **2E FORUM NYÉLÉNI EUROPE SUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE**
- > **NYÉLÉNI EUROPA II FORUM FÜR ERNÄHRUNGSSOUVERÄNITÄT**
- > **NYELENI EUROPA II FORUM VOOR VOEDSEL SOEVEREINITEIT**

Le 2e Forum Nyéléni Europe sur la Souveraineté Alimentaire aura lieu à Cluj en Roumanie. A suivre via www.nyelenieurope.net

Das 2. Nyéléni-Europa-Forum findet vom 26. bis 30. Oktober in Cluj (Rumänien) statt. Mehr Infos hier: www.nyelenieurope.net

De tweede Nyéléni Europees Forum voor Voedselsoevereiniteit zal in Cluj Romania plaatsvinden. Meer infos hier: www.nyelenieurope.net